

Intervention Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes

Au nom de la Fédération Nationale des Industries Chimiques de la CGT, je tiens à remercier le Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes de nous avoir invité à cette conférence sur « l'impact du développement scientifique sur le secteur pharmaceutique ».

Pour commencer, je vous fais une brève présentation de la fédération. La fédération est une des 30 organisations statutaires professionnelles de la CGT. Sa création date de 1907. Elle couvre les Conventions Collectives Nationales de 12 branches professionnelles qui concernent plus de 750 000 salariés.

— Parmi c'est 12 branches, 6 concernent les industries de santé (Répartition pharmaceutique, les officines pharmaceutiques, le négoce et prestations de services médicotextiques, la fabrication et commerce de produits pharmaceutiques—droguerie, les laboratoires d'analyses médicales extrahospitaliers et l'industrie pharmaceutique). L'ensemble de ces 6 branches représente 330000 salariés. L'industrie pharmaceutique, c'est 128300 salariés représentant une masse salariale de 6,4 milliards d'€ réparti dans 1490 entreprises sur le territoire.

L'industrie pharmaceutique représente un CA de 1100 milliards d'€ pour l'année 2015. La progression annuelle du CA devrait être de 6% sur la période 2015/2022. Cette industrie dégage des milliards de profits dont en moyenne les $\frac{3}{4}$ sont consacrés à la rémunération des actionnaires. Par exemple, Sanofi a versé $\frac{2}{3}$ de ses bénéfices à ses actionnaires. Dans le même temps, des millions de personnes meurent faute de soins, faute d'accès aux médicaments, fautes de projets de recherches nécessaires pour toutes les maladies qui n'ont

pas encore de traitement et à l'amélioration des traitements existants.

Dans sa quête permanente de rentabilité, l'industrie pharmaceutique ne développe des programmes de recherche qu'en fonction du potentiel du marché et des ressources dont les populations disposent, des systèmes de protection sociale des pays concernés, ou des programmes financés par les Etats, par les ONG ou par des Fondations. En France et en Europe, nous assistons, non seulement à un désengagement de plus en plus important de l'industrie pharmaceutique dans la recherche interne, mais aussi à une externalisation croissante, de la part des grands Groupes, du risque et du coût de la recherche. Il en résulte une perte conséquente de savoir et de savoir-faire, alors que la recherche s'avère déjà sous-dimensionnée par rapport aux besoins de l'Humanité. Les laboratoires se focalisent aujourd'hui sur quelques maladies, en oubliant des pans entiers de besoins thérapeutiques. Ils privilégient des traitements de prix élevé, s'ils ont l'assurance que le remboursement de ceux-ci sera pris en charge, par exemple par la Sécurité Sociale.

Doit-on laisser les seules entreprises du privé décider de ce que doit être les priorités de recherches d'un pays quand on sait qu'elle est leur mode de réflexion ?

La montée en puissance de l'exigence des actionnaires s'est en effet traduite par des processus de rationalisation, accompagnés de l'arrêt de nombreux axes de recherche. La situation de la recherche devient ainsi catastrophique. Les

laboratoires cherchent en effet à réduire leurs risques financiers. A terme, ils n'envisagent de ne conserver en interne que des structures rassemblant les résultats de recherches réalisées par des petites sociétés ou par la recherche publique. L'industrie pharmaceutique considère qu'il existe des pépites dans la recherche publique ou institutionnelle, et qu'il convient de les exploiter. Dès lors, les laboratoires pharmaceutiques, au premier rang desquels Sanofi, ambitionnent de structurer la recherche d'établissements tels que l'INSERM et le CNRS. Parallèlement, de nombreux laboratoires se désengagent de secteurs entiers de la recherche. Il en résulte la création de start-ups, certains chercheurs ne souhaitant pas abandonner leurs sujets de recherche. Ces structures issues du privé sont amenées à chercher des financements, notamment des crédits publics. Depuis plus de 10 ans, la recherche publique a connue des réformes profondes, comme celle de mettre la recherche publique au service des intérêts des grands groupes pharmaceutiques. Ce pose aussi les modes de financement de la recherche publique, qui auparavant étaient constitué de crédits d'Etat, ce qui permettait d'engager des études sur le long terme. Désormais, les financements sont à 80 % associés à des contrats, c'est-à-dire à des projets d'une durée de trois ou quatre ans. Cette évolution a un impact sur la nature des recherche effectuées, mais aussi celles-ci évitent toute prise de risque et toute créativité, vu que les recherches portent sur des résultats attendus et limités dans le temps.

Pour sa part, la recherche publique travaille sur de nombreux sujets. Toutefois, les disparités dans le financement des différents laboratoires publics s'avèrent de plus en plus importantes. Les laboratoires de recherche publique dépendent essentiellement des contrats financés par le CIR, la défiscalisation,

le grand emprunt ou l'Europe Or, les sujets de recherche les plus susceptibles d'améliorer la situation ne sont pas forcément ceux qui disposent des moyens les plus importants. En effet, l'industrie pharmaceutique recherche en priorité dans des domaines déjà couverts, ou en vue de l'extension de médicaments existants à d'autres maladies, ceci pour anticiper la fin programmée des brevets déposés.

Les salariés de la recherche publique et ceux de l'industrie pharmaceutique ont des intérêts convergents.

Il faut mettre en place toutes les conditions, liberté d'action et temps, pour une recherche tous azimuts permettant aux chercheurs d'explorer librement à la frontière des connaissances. Parce qu'on ne peut pas prévoir l'importance des découvertes. Aucune découverte qui a révolutionné l'humanité n'a été programmée. La recherche fondamentale ne doit pas être considérée comme une dépense de second rang mais un investissement stratégique à sanctuariser. Les découvertes de demain ont un potentiel de transformation puissant de nos sociétés et de développement économique.

L'industrie pharmaceutique dans son ensemble, doit être au service de la recherche pour couvrir les besoins de santé de toute l'Humanité, et non l'inverse.

L'Etat français n'est pas en reste, et plie devant les exigences des industriels en inventant de nouveaux mécanismes publics de financement, tel que le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit Impôt Compétitivité Emploi nouvelle version, versé aux entreprises sans contrôle, ni engagement de leur part sur des projets répondant aux besoins des populations. Il nous faut sortir de ce

carcan.

Les décisions concernant les objectifs économiques et sociaux des entreprises de l'industrie pharmaceutique ne doivent pas être dans les mains des actionnaires. Comment mettre en place les moyens nécessaires à la réponse aux besoins de santé des peuples? Comment faire bénéficier des dernières technologies médicales sur un même pied d'égalité femmes et hommes quel que soit le niveau économique et social du pays ? Comment répondre aux besoins de production des industries de santé tant sur le local, qu'au niveau mondial ? Comment imposer le financement à 100% par la cotisation sociale ?

La maîtrise sociale des industries de santé doit être assurée par une sécurité sociale remise sous le contrôle des assurés sociaux.

La seule idée qui puisse répondre, contrôler, et redonner du sens à cette industrie si elle n'est pas assujettie d'étatisation mais fondée sur l'appropriation collectives des salariés tant dans leur fonctionnement que dans la gestion avec comme le seul objectif de répondre aux besoins des peuples. **C'est la nationalisation.**

Avoir la main, par la nationalisation, sur la possibilité de soigner les peuples en mettant au service de l'humanité la recherche, par la coopération entre recherche publique et privé en lieu et place de la satisfaction d'une poignée d'individu avide de fric n'a pas de prix.

Avoir une réponse aux besoins de santé immédiats et futurs prenant en compte les enjeux fondamentaux pour les peuples est incontournable.

L'égalité de traitement, de droits d'accès pour tous et partout est le projet de société que nous portons et que nous devons développer.

La réappropriation des moyens de production, répondant à l'alimentation des besoins tant local qu'international avec comme politique la réponse aux besoins, garantissant l'absence de concurrence entre les peuples. Ce n'est pas grossier de parler de nationalisation car nos réflexions sont celles que toutes classes ouvrières se doit d'imposer au capital.

Nos revendications en la matière sont claires et parfaitement réalisables. Elles ne dépendent que de choix politiques mais aussi de notre capacité à les propager auprès des populations. Nous organiser pour les imposer, voilà les objectifs que nous devons nous fixer.